Georges Bidault, D'une Résistance à l'autre: extrait sur le traité de Dunkerque

Légende: Dans ses Mémoires, Georges Bidault, ancien ministre français des Affaires étrangères, évoque les raisons de la signature à Dunkerque, le 4 mars 1947, d'un traité d'alliance et d'assistance mutuelle entre la France et le Royaume-Uni.

Source: BIDAULT, Georges. D'une Résistance à l'autre. Paris: Les Presses du Siècle, 1965. 382 p. p. 144-145.

Copyright: (c) Les Presses du Siècle

URL: http://www.cvce.eu/obj/georges_bidault_d_une_resistance_a_l_autre_extrait_sur_le_traite_de_dunkerque-fr-d772b593-4494-4e76-86e5-3fbf5027d4de.html

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

Georges Bidault, *D'une Résistance à l'autre: extrait sur le traité de Dunkerque*

[...]

Entre un homme comme Léon Blum et un homme comme Ernest Bevin, il y avait vraiment très peu de choses en commun. Le grand intellectuel, l'esthète devenu un seigneur de la politique, trouvait en face de lui un ancien ouvrier qui avait l'orgueil de ses origines modestes, de ses humbles débuts et aussi de son éloignement absolu pour la théorie, au bénéfice d'une politique empirique et fortement nationale. Néanmoins, l'accord se fit tout de suite parce que Léon Blum voulait une alliance et qu'il pensait que l'alliance, une fois conclue, serait un événement décisif pour la solution des différends actuels ou futurs.

Je crois sincèrement que cette vue contenait une part de vérité, une part seulement, parce que les alliances solides et dignes de leur nom reposent avant tout sur la communauté des principes, des intérêts et des buts. J'ai dû moi-même apprendre ce que, pendant le temps de la guerre et après, presque tout le monde méconnaissait, c'est-à-dire qu'il est imprudent d'accorder à l'allié, dans l'enthousiasme du cœur, le brevet de loyauté, de désintéressement et de fidélité qu'on ne serait pas disposé à décerner à son propre pays.

La foi dans le caractère angélique des « grandes démocraties » était florissante pendant l'occupation et il lui a fallu du temps pour se nuancer. Nous en sommes aujourd'hui au bord du reniement, ce qui est une erreur de sens contraire mais de gravité probablement plus grande. C'est pourquoi, lorsque, M. Vincent Auriol une fois élu Président de la République, Léon Blum céda la place à Paul Ramadier, et que j'eus repris ma place au Quai d'Orsay, je tins à poursuivre et à approfondir les négociations jusqu'à un rapprochement à l'époque satisfaisant des positions des deux pays. Les conversations portaient sur les problèmes où des divergences étaient à craindre : l'Allemagne, l'Afrique occidentale, l'Extrême-Orient, la politique européenne. Si le résultat ne répondit pas entièrement à nos souhaits, si, surtout, il ne se révéla pas aussi durable qu'il eût fallu, je crus cependant, à l'époque, que les progrès accomplis justifiaient la décision de conclure l'alliance. L'annonce de l'événement surprit l'Assemblée qui, je ne sais pourquoi, me supposait réticent ou hostile.

En dehors des progrès accomplis vers la convergence des deux politiques, une autre considération dont je ne faisais pas confidence m'avait déterminé. Sans renoncer encore à l'espoir d'empêcher la coupure du monde, chaque négociation avec l'Union soviétique, éprouvante et ordinairement stérile, affaiblissait ma confiance dans le succès de l'entreprise. Un traité d'alliance franco-britannique paraissait établir un fondement essentiel à d'autres ententes pour le cas, malheureusement non chimérique, où il faudrait organiser un système de défense.

C'est ainsi que le 4 mars fut signé le traité de Dunkerque par Ernest Bevin et par moi, en présence des deux ambassadeurs, Duff Cooper et M. Massigli. C'est moi qui avais fixé le lieu, que Bevin accepta d'enthousiasme. A première vue, il était paradoxal et pouvait paraître provocant de choisir pour la signature solennelle d'un pacte, le lieu où, sous le souffle de la défaite et le tonnerre des bombardements aériens, Français et Anglais avaient durement rivalisé pour le rembarquement des effectifs à sauver. C'est précisément pour exorciser les poignants souvenirs de la défaite commune et de l'affrontement tragique que j'ai voulu renouer le lien là où il s'était rompu.

La ville était en ruines et il faisait un temps détestable. La signature eut lieu dans la sous-préfecture, l'un des rares bâtiments épargnés. Les Dunkerquois étaient encore peu nombreux dans la ville aux baraquements provisoires et au port à peu près inutilisable. Malgré les bourrasques de pluie dont la mer du Nord nous faisait présent, comme pour rappeler les mauvaises heures, c'est dans la joie et l'enthousiasme que la population salua un acte dont elle espérait une assurance pour l'avenir de la paix. Les signatures données, deux brefs discours en ayant souligné le caractère exceptionnel et la coopération que le traité annonçait, je tournai ma pensée vers les deux chefs du temps de guerre. Après avoir joué un grand rôle dans le conflit, ils avaient l'un et l'autre quitté le pouvoir. Je télégraphiai donc à Winston Churchill et au général De Gaulle. Winston Churchill me répondit aussitôt dans les termes les plus nobles. Le général De Gaulle ne m'a jamais répondu.

[...]